

Bourges veut imprimer sa marque

Forte de 100 000 habitants, l'agglomération berruyère mise sur l'industrie et une situation géographique privilégiée le long de l'A71 pour marquer la région de son empreinte. Pascal Blanc, maire et président de Bourges Plus, compte mener de front développement économique et rayonnement sportif et culturel.



Pascal Blanc, maire (UDI) de Bourges et président de la communauté d'agglomération Bourges.

Avec près de 3 500 emplois dans le domaine de la défense et de l'armement sur son territoire – plus des deux tiers des salariés de ce secteur en région Centre-Val de Loire –, Bourges est un poids lourd méconnu. L'idée a donc fait son chemin de créer un Centre d'Informations pour la Défense (CID), destiné à valoriser et à promouvoir les spécificités de ce territoire.

« Dès le début 2018, nous allons mettre en place ce centre de ressources qui doit fédérer les acteurs directs ou indirects des filières concernées et accroître ainsi notre compétitivité. L'objectif est de faire reconnaître notre agglomération comme un pôle d'excellence défense et aéronautique. Nous souhaitons mettre

au développement économique est déjà plus ou moins regroupé (couveuse d'entreprises, centre d'affaires, entreprises innovantes), on doit pouvoir établir des synergies intéressantes pour l'avenir. »

Un diagnostic et un état des lieux ont été menés début 2017 avec le cabinet Victanis pour positionner le mieux

“UNE DEUXIÈME SORTIE D'AUTOROUTE SE SITUERA PLUTÔT ENTRE LE SUD DE VIERZON ET LE NORD DE BOURGES”



en avant nos capacités d'innovation et faire connaître le potentiel du territoire, aussi bien les grands donneurs d'ordre comme MBDA ou Nexter que le réseau de sous-traitants et de cocontractants, précise Pascal Blanc, maire (UDI) de Bourges et président de la communauté d'agglomération Bourges Plus, lui-même ingénieur et ancien cadre de l'Aérospatiale (devenu MBDA). Pour ce faire, nous allons créer un technopôle sur le site Labitolle, qui abrite déjà un centre d'affaires, l'Insa et des laboratoires. Ce technopôle sera géré par une association que nous allons fonder avec les chambres consulaires et les donneurs d'ordre. Son directeur aura pour but de constituer ce pôle Défense dont les principales activités seront la veille stratégique, le renseignement commercial, le service de porte d'accès aux investisseurs, le soutien aux startups innovantes et de déploiement de l'offre commerciale. Grâce à ce technopôle, où tout ce qui concourt

possible ce centre de ressources sur lequel les entreprises ou les clusters, comme GEAR ou Aérocentre, pourraient s'appuyer pour trouver un relais administratif, politique et économique. « Notre potentiel s'adresse à la Région, mais aussi aux échelons national et même international. Il faut en faire la promotion pour apporter de l'activité économique aux industries en place et donner envie à de nouvelles entreprises de venir les rejoindre. Grâce au CID, nous espérons anticiper les évolutions techniques et les besoins des grands donneurs d'ordre et des industries de pointe, traduire via des startups les technologies aujourd'hui militaires pour des usages civils, comme ce fut le cas pour les drones, et faciliter l'installation de nouvelles entreprises », complète l' élu. Outre la visite de diverses délégations étrangères venues d'Australie ou du Québec, le premier acte fort sera un Forum Défense qui devrait se tenir au printemps.



La nouvelle usine Monin

« Nous travaillons en étroite collaboration avec le conseil départemental du Cher pour l'ouverture d'une deuxième sortie d'autoroute qui se situerait plutôt entre le sud de Vierzon et le nord de Bourges. Cela permettrait non seulement de fluidifier et de sécuriser la circulation, mais aussi de créer une nouvelle zone d'activités. Ce qui ne serait pas un luxe, puisque l'on arrive presque à saturation de celles existantes. La zone logistique Intermarché, opérationnelle depuis début 2017, celle de Carrefour, qui entrera en fonction fin mars 2018 sur une emprise foncière importante avec 200 à 300 emplois complémentaires, ou la nouvelle usine du groupe Monin, qui a quitté son site historique en cœur de ville pour s'installer et s'agrandir en périphérie, prouve que notre politique en matière de développement économique fonctionne », justifie le président de Bourges Plus.

Si la première partie du mandat de Pascal Blanc aura été marqué par la fin du chantier du Palais des sports du Prado (agrandissement, modernisation et mise aux normes FIBA pour accueillir un Final Four de l'Euroleague féminine de basket), les trois prochaines années s'annoncent intenses avec les constructions programmées d'un tout nouveau centre de congrès et d'un centre aquatique. « Ces deux investissements

structurants n'auront évidemment pas la même vocation, si ce n'est qu'ils viendront également renforcer notre attractivité et permettront de faire venir sur notre territoire des personnes qui n'iraient pas autrement », explique Pascal Blanc.

Si le Palais des sports new look offre de nouvelles opportunités d'accueillir des manifestations sportives au rayonnement international, comme les championnats mondiaux cadets et juniors d'escrime récemment ou les matchs d'Euroleague féminine de Bourges Basket plus régulièrement, la ville n'a pas encore de centre de congrès digne de ce nom. Privé d'une restauration intégrée, le Palais d'Auron ne correspond pas aux critères habituels des salles fréquentées par les congressistes et le besoin est flagrant dans ce domaine. Pour ce qui concerne le centre aquatique, Pascal Blanc digère mal que ses administrés soient obligés de se rendre à St-Amand-Montrond – « malgré toute l'amitié que je porte à Thierry Vinçon » – pour profiter d'une telle installation.

« Outre le fait que cet équipement répondra à un besoin de nos habitants, cela permettra aussi aux Berruyers de s'approprier enfin et de comprendre le bien-fondé de leur agglomération. Ceci dit, vu le coût estimé des deux équipements (entre 25 et 30 M€ chacun), et en dépit du fait que Bourges Plus soit peu endettée – les précédents investissements lourds ont été portés par la Ville, NDLR –, ces deux projets n'aboutiront pas en même temps. L'un passera forcément avant l'autre en fonction des aléas inhérents à ce genre de dossiers. Les études sont menées en parallèle, mais nous n'en sommes pas encore à la pré-programmation. Le premier chantier devra, de toutes les façons et quoi qu'il arrive, débiter au plus tôt fin 2019 », ajoute-t-il.

Quant à la nouvelle maison de la culture, l'autre chantier emblématique de ce mandat, les travaux démarrent fin mars 2018 pour une livraison en juillet 2020. La réhabilitation de l'ancien établissement, trop coûteuse, a été abandonnée au profit de la construction à proximité d'un bâtiment moderne situé aussi place Séraucourt, mais en contrebas de l'actuelle MCB. Celle-ci, qui sera ouverte sur l'extérieur avec de grandes baies vitrées, sera composée de deux salles de 700 et 200 places, de deux salles de cinéma, d'un hall qui pourra accueillir des expos et d'un restaurant. « La nouvelle maison de la culture sera gérée par un Établissement public de coopération culturelle (EPCC) qui produira spectacles donnés sur place ou sur d'autres scènes ou festivals comme Avignon. Elle sera plus ouverte que n'était la MCB. L'EPCC



La nouvelle maison de la culture de Bourges.

n'aura pas l'exclusivité de l'utilisation des locaux, qui seront partagés par tous les acteurs culturels locaux », précise le maire. Quant au site historique de la MCB, dont la façade classée a été sauvegardée, il aura vocation à faire vivre le Printemps de Bourges toute l'année, au travers de formations aux métiers des arts et spectacles ou la réception de startups spécialisées dans le numérique. Mais la finalisation de sa programmation ne devrait pas intervenir avant 2021.

Serge Daniel ■